

ce crédit, monsieur l'Orateur, représente une forte partie de la dette que les cultivateurs ont toujours par la suite eu des difficultés à payer. Quand nous ne pouvions pas fournir les hommes nécessaires, bien qu'il nous fût possible de participer aux luttes de l'Empire et de notre pays, et que nous ne puissions pas fournir les chevaux nécessaires pour labourer cette terre, on nous a dit: "nous pouvons vous fournir les machines nécessaires". Et ces machines agricoles furent employées sur la terre. La terre fut labourée et, après cette période, monsieur l'Orateur, le poudrolement du sol commença à se faire sentir dans plusieurs endroits tout comme les cultivateurs l'avaient prévu, en faisant les premiers labours.

Mais si le Canada me disait aujourd'hui que nous ne devons rien aux gens qui ont vécu dans ces régions particulières où l'on a fait cette propagande pendant la guerre, je répondrais que nous ne serions plus entendus s'il nous arrivait d'avoir à faire appel aux habitants de ces régions, s'il nous arrivait d'avoir besoin d'une aide semblable à celle dont nous avons eu besoin pendant une période très critique, il y a à peine quelques années.

M. MacNICOL: Le ministre dirait-il aussi que le gouvernement a encouragé les fabriques de l'Est canadien à doubler leur rendement pendant la durée de la guerre?

L'hon. M. GARDINER: Oui, le gouvernement a encouragé les établissements de l'Est à faire de même, et on nous l'a rappelé plusieurs fois au cours de la présente session. L'un de ces établissements dont les difficultés financières ont été dues au fait que le gouvernement lui a demandé d'accomplir une tâche nationale dans ce temps-là, a fait l'objet d'un assez long débat ici-même, depuis le commencement de la session. Pour ma part, je crois que nous devrions nous rappeler les liens qui nous unissent non seulement à la grande industrie agricole, mais aussi à toutes les industries qui ont fait leur part durant cette période.

Je l'ai dit tout à l'heure, on ne peut pas rattacher le problème du blé, et la nécessité de prendre les moyens de le résoudre, au tarif de la même manière qu'on peut le faire pour l'industrie. J'ai dit aussi, monsieur l'Orateur, qu'un certain nombre de ceux qui dirigent aujourd'hui certaines provinces du Canada ont exigé du gouvernement l'accomplissement de choses impossibles. A ce sujet, je rappelle le fait que l'on nous a demandé d'accorder des subventions en vue de faciliter le transport de la houille de l'Alberta dans les provinces du centre de notre pays pour y être vendue. J'aimerais rapporter à la

[L'hon. M. Gardiner.]

Chambre la réponse que j'ai faite alors. J'ai dit avoir acheté de la houille de l'Alberta dans la ville de Regina, et que je payais d'ordinaire de \$11.50 à \$12.50 la tonne la houille Saunders-Creek. J'ai ajouté qu'alors je brûlais le meilleur charbon gallois et que je le payais \$12.50 la tonne. J'ai demandé à M. Aberhart comment il se proposait de transporter la houille de l'Alberta de la ville de Regina à la ville d'Ottawa, ne perdant pas de vue le fait que le charbon albertain ne contient qu'environ les deux tiers des unités de chaleur du charbon gallois, quand ce charbon me coûtait aussi cher à Regina que le charbon gallois à Ottawa. Il me répondit: "Cela vous regarde."

Monsieur l'Orateur, il y a un problème bien plus important qui se rapporte à l'observation qui m'a porté il y a quelques instants à participer à cette discussion. Il a trait à la question que l'on a soulevée en disant "Pourquoi les autres pays accepteraient-ils les produits canadiens pour nourrir leur population?" L'unique motif qui les engagerait à le faire, c'est que nous pouvons produire plus facilement qu'eux les denrées dont ils ont besoin. Nous pouvons les produire à moins de frais. Le motif qui les porterait à les utiliser, c'est qu'ils peuvent produire à moins de frais certaines autres denrées dont nous avons besoin. Nous devrions expédier notre blé en Allemagne, en France, en Italie, mais...

Une VOIX: Avez-vous tenté de le faire?

L'hon. M. GARDINER: ...mais les gens de ces pays-là ne sont pas disposés à acheter notre blé. Ils sont prêts à fixer un prix trois fois plus élevé que celui auquel nous vendons notre blé au Canada. En dépensant de très fortes sommes, l'Italie est prête à rendre possible la production, sur son propre territoire, de tout le blé dont elle a besoin pour nourrir sa population. La France est prête à en faire autant. Pourquoi? Ce n'est pas à cause de ce qui arrive dans notre pays, mais parce que les pays d'Europe manquent actuellement de confiance les uns envers les autres et sont incapables de s'entendre.

C'est ce qui a toujours été la cause des crises économiques mondiales. Nulle crise n'a jamais eu d'autre origine, et elles ne cesseront jamais d'éclater tant que la crainte de la guerre n'aura pas disparu à jamais. Ces crises ne se produiront plus alors et la prospérité renaîtra. Si ces difficultés cessaient à l'heure actuelle, la situation redeviendrait meilleure.

Cela ne dispense toutefois pas le Parlement et ceux qui en font partie de s'efforcer de résoudre le problème résultant de la situation mondiale. Je ferai remarquer que le Gouver-